



Cabinet Sussan & Associés

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

**Union des Acteurs de l'Economie Sociale et
Solidaire du Sud-Gironde
Cap Solidaire**

Association

86 Cours de Verdun
33210 LANGON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

18, Chemin de la Briqueterie – 33610 Canéjan –

SARL au capital de 52.300 Euros, RCS Bordeaux B 340 875 269

Inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables et à la Compagnie des Commissaires aux comptes



Cabinet Sussan & Associés

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

**Union des Acteurs de l'Economie Sociale et
Solidaire du Sud-Gironde
Cap Solidaire**

86 Cours de Verdun

33210 LANGON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration sur délégation de l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association UAESSSG – Cap Solidaire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

18, Chemin de la Briqueterie – 33610 Canéjan –

SARL au capital de 52.300 Euros, RCS Bordeaux B 340 875 269

Inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables et à la Compagnie des Commissaires aux comptes

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les informations portant sur les fonds dédiés sont présentées en annexes à la page 20. Nous nous sommes assurés du respect des principes comptables applicables en la matière et du bien-fondé du montant affecté sur ce poste.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

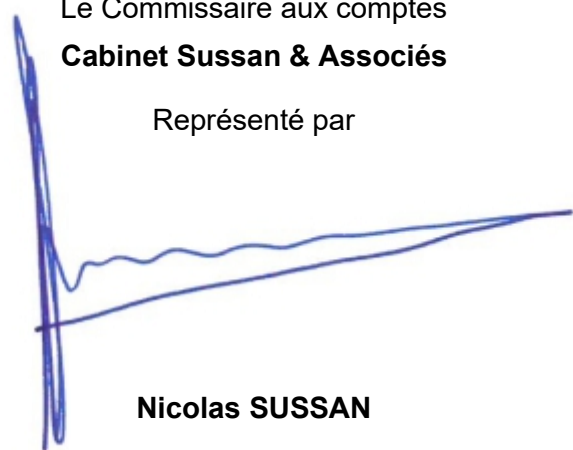
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Canéjan, le 26 juin 2023

Le Commissaire aux comptes
Cabinet Sussan & Associés

Représenté par

A handwritten signature in blue ink, consisting of a vertical line on the left and a horizontal line extending to the right with some wavy, decorative strokes.

Nicolas SUSSAN

Bilan et Compte de résultat

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	54 272	42 704	11 568	2,32	17 616	5,02
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres						
TOTAL (I)	54 272	42 704	11 568	2,32	17 616	5,02
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 278	161	4 117	0,83	6 315	1,80
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	282 947		282 947	56,76	193 934	55,30
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	199 496		199 496	40,02	132 828	37,88
Charges constatées d'avance	388		388	0,08		
TOTAL (II)	487 109	161	486 948	97,68	333 077	94,98
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	541 381	42 865	498 516	100,00	350 693	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles	69 107	13,86	52 243	14,90
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau				
Excédent ou déficit de l'exercice	16 655	3,34	16 864	4,81
Situation nette (sous total)	85 762	17,20	69 107	19,71
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	20 324	4,08	12 476	3,56
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	106 086	21,28	81 583	23,26
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	295 360	59,25	197 841	56,41
TOTAL (II)	295 360	59,25	197 841	56,41
PROVISIONS				
Provisions pour risques	1 470	0,29	1 470	0,42
Provisions pour charges				
TOTAL (III)	1 470	0,29	1 470	0,42
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses	1 350	0,27	900	0,26
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 297	8,89	23 698	6,76
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	41 593	8,34	44 300	12,63
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	860	0,17	860	0,25
Autres dettes			40	0,01
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	7 500	1,50		
TOTAL (IV)	95 600	19,18	69 798	19,90
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	498 516	100,00	350 693	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations	7 160		7 460		-300	-4,01
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens						
- dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services	7 629		12 067		-4 438	-36,77
- dont parrainages						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	445 614		331 324		114 290	34,49
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible						
- Ressources liées à la générosité du public						
- Dons manuels	60				60	N/S
- Mécénats						
- Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	378		264		114	43,18
Utilisations des fonds dédiés	129 381		86 173		43 208	50,14
Autres produits	257		3		254	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	590 479		437 292		153 187	35,03
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Achats de marchandises						
Variations stocks						
Autres achats et charges externes	98 534		83 817		14 717	17,56
Aides financières	19 030		43 083		-24 053	-55,82
Impôts, taxes et versements assimilés	2 747		2 380		367	15,42
Salaires et traitements	181 686		174 720		6 966	3,99
Charges sociales	39 792		40 103		-311	-0,77
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 167		10 020		-2 853	-28,46
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés	226 900		69 585		157 315	226,08
Autres charges	2 009		590		1 419	240,51
Total des charges d'exploitation (II)	577 865		424 298		153 567	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	12 615		12 994		-379	-2,91
PRODUITS FINANCIERS:						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés	721		372		349	93,82
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (III)	721		372		349	93,82
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements						
Total des charges financières (IV)						
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	721		372		349	93,82
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	13 335		13 366		-31	-0,22

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Sur opérations de gestion			8		-8	-100,00
Sur opérations en capital	3 320		3 490		-170	-4,86
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (V)	3 320		3 498		-178	-5,08
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VI)						
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	3 320		3 498		-178	-5,08
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	594 519		441 161		153 358	34,76
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	577 865		424 298		153 567	36,19
EXCEDENT OU DEFICIT	16 655		16 864		-209	-1,23
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Annexes aux comptes annuels

PREAMBULE

L'association Union des Acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire du Sud-Gironde a pour but d'être le centre de ressources pour informer et dynamiser l'Economie Sociale et Solidaire en Sud-Gironde.

Il constitue un lieu de partenariat humain et technique privilégié entre les acteurs oeuvrant dans l'économie sociale et solidaire du Sud-Gironde.

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 498 516,10 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 16 654,74 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Annexes aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	53 153	1 119		54 272
Immobilisations financières				
TOTAL	53 153	1 119		54 272

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	24 753	2 331		27 084
Matériel de transport	7 036	3 471		10 507
Matériel de bureau et informatique	3 748	1 365		5 114
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	35 537	7 167		42 704
TOTAL GENERAL (I+II)	35 537	7 167		42 704

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	4 278	4 117	161
Autres créances	282 947	282 947	
Charges constatées d'avance	388	388	
TOTAL	287 613	287 452	161

Les autres créances comprennent notamment des subventions dont il est difficile de prévoir exactement l'exercice de perception du solde en fonction de la durée de la convention et de l'avancée des projets.

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	282 947
Autres produits à recevoir	
TOTAL	282 947

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	161			161
Comptes financiers				
TOTAL	161			161

Annexes aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	52 243	16 864			69 107
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	16 864	-16 864	16 655		16 655
Dont générosité du public					
Situation nette	69 107		16 655		85 762
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	12 476		11 168	3 320	20 324
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	81 583		27 823	3 320	106 086
TOTAL dont générosité du public					

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
VOLEM ERASMUS +	58 765		58 765			0	
DEPARTEMENT PARC LOC. SCOOTERS	3 297		1 537			1 760	
CDC / SMOB	52 187	26 504	26 085			52 606	
Conférence des Financeurs	21 911		15 394			6 517	
Guid'Asso DRAJES	3 000		3 000				
Projet de SCIC Mobilités	58 680		24 600			34 080	
Drajes – MEJ – SESAME		35 000				35 000	
DEPARTEMENT – ESS		17 595				17 595	
DEPARTEMENT – AGENDA 21		1 500				1 500	
MSA – GRANDIR EN MILIEU RURAL		41 000				41 000	
DEPARTEMENT – PAT		15 000				15 000	
DRRAF – NA – PNA		50 000				50 000	
FONDS LAFITE – MOBILITES DOUCES		7 000				7 000	
DTAG – BOUSOLE DES JEUNES		31 301				31 301	
AGIL'ESS – PREV. LUTTE PAUVRETE		2 000				2 000	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	197 841	226 900	129 381			295 360	

Subventions d'investissement**Subventions**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
RESEAU AGIL'ESS	ACHATS VELOS ELECTRIQUES	13 278			13 278
RESEAU AGIL'ESS	ACHATS VEHICULES ELECTRIQUES		11 168		11 168
TOTAL		13 278	11 168		24 446

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
RESEAU AGIL'ESS	ACHATS VELOS ELECTRIQUES	802	3 320		4 122
RESEAU AGIL'ESS	ACHATS VEHICULES ELECTRIQUES (achat effectué en 2023)				
TOTAL		802	3 320		4 122

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pensions obligatoires similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretiens et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
	1 470			1 470
TOTAL (II)	1 470			1 470
TOTAL GENERAL (I+II)	1 470			1 470
Dont dotations et reprises - d'exploitation - financières - exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses	1 350	1 350		
Fournisseurs	44 297	44 297		
Dettes fiscales et sociales	41 593	41 593		
Dettes sur immobilisations	860	860		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	7 500	7 500		
TOTAL	95 600	95 600		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	11 504
Dettes fiscales et sociales	21 404
Autres dettes	
TOTAL	32 909

Annexes aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
REGION NELLE AQUITAINE	Missions Service Civique	20 000	14 000	6 000		
ETAT – ASP	Animation Service Civique	22 570	22 570			
DRAJES - MEJ	Dévpt. Service Civique	15 000	15 000			
DRAJES – SESAME	SESAME	20 000	20 000			
DEPARTEMENT GIRONDE	FOND AIDE JEUNES	1 800	1 800			
DEPARTEMENT GIRONDE	FONCTIONNEMENT BT PARC SCOOTER	1 800	1 800			
DEPARTEMENT GIRONDE	FINANCEMENT ESS	30 000	15 000	15 000		
ETAT	FDVA	3 000	3 000			
DRAJES – SDJES	Financement ESS	1 500	1 500			
DEPARTEMENT GIRONDE	Agenda 21- Mobilités Innovantes	1 500	1 500			
CDC	Plan Mobilité	26 504	26 504			
POLE EMPLOI	PLATEFORME T-CAP	8 000	8 000			
MSA	GRANDIR EN MILEU RURAL	41 000	41 000			
DEPARTEMENT GIRONDE	PLAN DEPLACEMENT	3 226		3 226		
DEPARTEMENT GIRONDE	PLATEFORME T-CAP	54 000	43 200	10 800		
DEPARTEMENT GIRONDE	PAT	15 000		15 000		
DRAAF – NA	PROG. NATIONAL ALIMENTATION	50 000	25 000	25 000		
FOND LAFITE	MOBILITES DOUCES	7 000	7 000			
ANRU	BOUSSOLE DES JEUNES	47 500		47 500		
DEPARTEMENT GIRONDE – FSE	ASS. MOBILITE INCLUSIVE	60 000		60 000		
AGIL ESS	PREV. LUTTE PAUVRETE	2 000		2 000		
AGIL ESS	PREV. LUTTE PAUVRETE	11 168		11 168		
AGIL ESS (investissement)	PREV. LUTTE PAUVRETE	- 11 168		- 11 168		
ETAT – FONJEP	POSTES FONJEP	14 214	14 214			
SOUS TOTAL SUBVENTION OTROYEES AU COURS DE L'EXERCICE		445 614	261 088	184 526		

<i>Subventions d'exploitation (suite)</i>						
SUBVENTIONS OCTROYEES AU COURS DES EXERCICES PRECEDENTS						
Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir au 31/12/N	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
ERAMSUS + France				31 862		
REGION NELLE AQUITAINE	Démarche alimenbtaire territoriale			20 051		
REGION NELLE AQUITAINE	SCIC MOBILITES			29 340		
REGION NELLE AQUITAINE	Missions Service Civique 2021			6 000		
TOTAL GENERAL SUBVENTIONS EXPLOITATION		445 614	261 088	271 779		
Neutralisation Subv. Investissement				11 168		
TOTAL GENERAL SUBVENTIONS ACTIF				282 947		

Annexes aux comptes annuels (suite)**AUTRES INFORMATIONS****Rémunération des cadres dirigeants**

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doivent être communiquées.

Aucune rémunération n'a été versée à ce titre sur l'exercice.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	0
Non cadres	6	0
TOTAL	7	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 2 532 E.